

« Il nous faut rester unis pour combattre la “bête immonde” »

Pour l’avocate Nathalie Tehio, présidente de la Ligue des droits de l’homme, la défense des libertés passe notamment par la convergence des luttes, en particulier avec les syndicats et les associations qui défendent l’universalité des droits.

Propos recueillis par **STÉPHANE TASSEL**,
trésorier national

Vous avez été élue à la tête de la Ligue des droits de l’homme (LDH) à un moment singulier pour notre démocratie, comment vous projetez-vous dans la période ?

J’ai été élue en mai dernier. C’était déjà un moment particulier puisque la Nouvelle-Calédonie s’était embrasée à la suite de l’entêtement du président Emmanuel Macron à vouloir sortir du processus de décolonisation promis par la France dans l’accord de Nouméa de 1998 (qui faisait suite aux accords Matignon de 1988), notamment par une réforme constitutionnelle de dégel du corps électoral pour les élections provinciales. La LDH de Nouvelle-Calédonie avait alerté en vain sur les risques d’émeutes des jeunes Kanak. Or, je viens du Caillou et une séquence a été dédiée lors du congrès à ce problème politique majeur, car le risque de guerre civile est réel et l’économie est exsangue.

Cet autoritarisme irresponsable du président a de nouveau été démontré par sa décision de dissolution de l’Assemblée nationale. Nous avons été soulagés de ne pas avoir un gouvernement d’extrême droite, mais tout risque n’est pas écarté car 11 millions de personnes se sont déplacées pour voter pour un projet qui est pourtant discriminatoire et raciste, et le président peut tout à fait dissoudre de nouveau l’Assemblée dans un an. Nous avons un répit : il nous faut rester unis pour combattre la « bête immonde ».

Comment définiriez-vous la LDH et son rôle dans le paysage social, associatif et syndical ?

Lors de notre congrès, nous avons voté une résolution qui constatait l’existence de deux blocs contre lesquels il nous faut combattre : l’extrême droite, qui combat l’universalité des droits (que nous portons) puisqu’elle exclut des

personnes sur un fondement identitaire, d’une part ; le bloc néolibéral, qui met en concurrence pour l’accès aux droits, d’autre part. Ce dernier bloc renforce l’extrême droite, notamment parce que face à la raréfaction des services publics et à la destruction du « filet social », nombre de personnes ont peur du déclassement, ou même de la pauvreté, et admettent de limiter les candidats sur une base identitaire.

Il faut donc lutter contre ces deux blocs pour faire diminuer le vote d’extrême droite. Cela passe par l’unité des partis qui défendent l’universalité des droits, afin d’offrir une alternative progressiste, démocratique, écologique et sociale aux électeurs. Lors du congrès de la LDH, nous avons réuni nombre de syndicats, dont la FSU, et d’associations pour en débattre, et tous ont bien compris que nous souhaitions faire table commune pour pouvoir agir ensemble contre l’extrême droite, avec nos voix diverses et singulières mais pouvant s’accorder sur cet objectif.

Au moment où nous réalisons cet entretien, l’extrême droite vient de subir un échec. La population a barré son arrivée au pouvoir, mais pour combien de temps ? Or, défaire l’extrême droite et ses idées suppose de construire une alternative, quel rôle la LDH entend-elle jouer ?

Pendant les élections, nous avons réuni les syndicats et associations de la table ronde du congrès et un peu au-delà pour rédiger des communiqués, proposés ensuite à la signature de façon large, qui ont été très suivis et publiés dans la presse. Nous avons aussi partagé une carte des zones à risque de vote d’extrême droite et réuni des tracts ou argumentaires de diverses organisations pour tracter ou organiser des débats. Nous avons participé à des meetings-concerts, des débats... Des liens se sont noués ainsi et nous espérons que ces moments de travail collectif vont permettre de créer des habitudes de travail, pour continuer

« Nous devons porter un projet de lutte contre le racisme et l’antisémitisme, le sexisme et toutes les discriminations. »

à lutter ensemble contre l'extrême droite. Il faut agir dans tous les espaces (et pas que vers les salariés) et sur tous les territoires pour convaincre que l'universalité des droits, les droits pour toutes et tous, est non seulement souhaitable mais qu'elle est possible. Il faut donc œuvrer pour la faire advenir, ce qui implique une alliance de partis ayant au cœur de leur projet politique l'universalité des droits effectifs pour tous. Nous devons porter un projet de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, le sexisme et toutes les discriminations. Il nous faut donc aussi peser sur les partis pour constituer et maintenir une telle alliance.

Ces dernières années, les attaques contre les libertés fondamentales, d'expression, de manifestation se multiplient. Dans les universités, les tentatives d'entraver les libertés académiques, de museler ce qui est au fondement de la production scientifique et de sa diffusion, raisonnent avec une acuité toute particulière. Cela procède-t-il d'une même dérive ?

Quels types d'actions conjointes avec la LDH pourrions-nous envisager ?

Les attaques contre les libertés sont assez logiques de la part d'un président qui a une conception autoritaire de l'exercice du pouvoir et qui s'accommode très bien de se passer de gouvernement. D'autant plus qu'il applique un programme néolibéral, et que l'exclusion du plus grand nombre des droits effectifs n'est pas acceptée sans résistance. Sans le dire, il applique la fameuse doctrine de Margaret Thatcher, « TINA » [*there is no alternative*], ce qui exclut tout dialogue politique ou social. Aussi, il ne se donne pas la peine de recevoir les syndicats, qui se sont pourtant unis pour réussir des mobilisations de masse contre la réforme des retraites. Le passage en force au Parlement par le 49.3 se double d'un emploi démesuré de la force contre les manifestants et d'interpellations abusives. La LDH n'a jamais

attaqué autant d'arrêtés d'interdiction de manifestation. Et des préfets ne respectent pas l'État de droit lorsqu'ils persistent à interdire des manifestations semaine après semaine, alors que nous gagnons nos recours.

Le président, par son contrôle de la majorité à l'Assemblée en 2021, a doté le gouvernement d'outils de contrôle et de censure des associations par le biais du contrat d'engagement républicain (en application de la loi sur le séparatisme). Et il permet le contrôle des universitaires, en dépit de la liberté académique, qui a valeur constitutionnelle, à travers notamment le mode de financement, la contractualisation et la précarisation des chercheurs. Les débats sur le 7 octobre 2023 et



Nathalie Tehio, présidente de la Ligue des droits de l'homme.

ses suites ont été esquivés et les réunions souvent interdites : la pression sur les présidents d'université est forte et rares sont ceux qui osent contrecarrer la parole gouvernementale. Les évacuations d'étudiants par les forces de l'ordre ont frappé les esprits, de même que l'instrumentalisation du délit d'apologie du terrorisme, particulièrement flou et dangereux pour la liberté d'expression. Le sketch du rapport qui aurait été demandé sur les dangers

de l'« islamo-gauchisme » au CNRS par l'ancienne ministre de l'enseignement supérieur (qui ne visait en réalité qu'un effet d'annonce) en dit long sur la volonté de créer de l'autocensure. Les universités sont des lieux de savoir et de pensée : la mise en débat de la conflictualité est le propre des intellectuels, ce qui les rend suspects pour un pouvoir cherchant à imposer sa doxa.

Tous les contre-pouvoirs sont affaiblis, ce qui ne peut qu'inquiéter en cas d'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Quant aux actions collectives que nous pouvons mener ensemble : nous pouvons organiser des débats, des formations et nous pouvons continuer à penser ensemble, avec d'autres organisations, la structuration de la lutte. Je crois à l'intelligence collective pour inventer de nouvelles formes de militantisme. ■

« Les universités sont des lieux de savoir et de pensée : la mise en débat de la conflictualité est le propre des intellectuels. »